

Arrêté n°79-DDPP-25 modifiant l'arrêté préfectoral n° 107-DDPP-22 portant autorisation environnementale d'exploiter une unité de fabrication de peintures poudre située à SAVIGNEUX (42600), 108 impasse de la Croix Meyssant et exploitée par la société Axalta Coatings Systems Franc

Le Préfet de la Loire

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46, R 515-70-I du pour les établissements mentionnés à l'article R 515-58 ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment son article 21 I. ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 nommant monsieur Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2023 portant délégation permanente de signature à M. Dominique SCHUFFENECKER, sous-préfet de Saint-Etienne, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 mars 2024 portant délégation de signature à Monsieur Pierre Cabridenc, directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;

Vu l'arrêté n° 2-DDPP-25 du 10 janvier 2025 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en CODERST n°20220217_UIDLHL_EAR_060 du 18.02.2022 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°107-DDPP-22 du 11 mars 2022 portant autorisation environnementale d'exploiter une unité de fabrication de peintures poudre située à Savigneux (42600), 108 impasse de la Croix Meyssant et exploitée par la société Axalta Coatings Systems France ;

Vu le courrier de l'inspection à l'exploitant du 12 février 2024 de lancement de la campagne de contrôles inopinés 2024 des rejets atmosphériques des installations classées de la région Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées n°UID4243_24_233 du 12 juin 2024 donnant acte d'une modification non notable ;

Vu le rapport de contrôle inopiné de mesures des rejets atmosphériques du Bureau Veritas n° 398910204.2.R du 18 septembre 2024 transmis à l'inspection le 18 septembre 2024 ;

Vu le courrier de l'inspection à l'exploitant du 12.02.2024 n°UID4243-EAR-024-354 du 18 septembre 2024 transmettant le rapport de contrôle inopiné de mesures des rejets atmosphériques du Bureau Veritas n° 398910204.2.R et demandant sous 1 mois les suites à donner aux non-conformités constatées ;

Vu les demandes formulées par l'exploitant par courrier du 08.10.2024 n°RCO/LG/FP pour modifications de l'article 2.6.3 et du chapitre 5.3 de l'arrêté préfectoral n° 107-DDPP-22 du 11 mars 2022 et ses annexes, complété le 28 janvier 2025 par les rapports acoustiques n°10192325-1-2-rév1 du 27 avril 2021 et n° 21883955-1-1-1 du 24 juin 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées n°UID4243_24_392 en date du 28 janvier 2025 d'examen des demandes formulées par l'exploitant ;

Vu le courrier recommandé transmis à l'exploitant le 6 mars 2025 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

CONSIDÉRANT les résultats de mesures en flux et en concentration des rejets atmosphériques du site par le rapport du Bureau Veritas n°398910204.2.R du 18.09.2024 et leur exploitation dans le rapport de l'inspection n°UID4243_24_392 en date du 28. janvier 2025 pour les paramètres « Poussières », « Plomb et ses composés », « Chrome et ses composés » ;

CONSIDÉRANT l'examen particulier réalisé dans le rapport de l'inspection n°UID4243_24_392 en date du 28 janvier 2025 sur le paramètre « Zinc et ses composés » en suite des résultats de mesures en flux et en concentration des rejets atmosphériques du site par le rapport du Bureau Veritas n°398910204.2.R du 18 septembre 2024 et leur exploitation ;

CONSIDÉRANT les caractéristiques de l'installation concernée, son implantation géographique et les conditions locales de l'environnement ;

CONSIDÉRANT la localisation du site dans le périmètre du plan de protection de l'atmosphère et ses objectifs en termes de gains à l'émission sur les paramètres PM10 et PM2,5 ;

CONSIDÉRANT l'absence d'analyse circonstanciée de l'exploitant du rapport du Bureau Veritas n°398910204.2.R du 18 septembre 2024, assortie de propositions correspondantes autres que la demande formulée d'alignement sur les valeurs limites d'émissions en concentration de l'arrêt ministériel du 2 février 1998 ;

CONSIDÉRANT les flux présentés dans le rapport de l'inspection du 12 juin 2024 n°20240611_UID4243_24_233 donnant acte d'une modification non notable ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de la Loire ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

Le tableau de l'article 2.6.3 de l'arrêté préfectoral n°107-DDPP-22 du 11 mars 2022 portant autorisation environnementale d'exploiter une unité de fabrication de peintures poudre située à Savigneux (42600), 108 impasse de la Croix Meyssant et exploitée par la société Axalta Coatings Systems France est remplacé par :

	Concentration en chacun des points de rejets	Flux total
Poussières	5 mg/m ³	0,32 kg/h
Plomb et ses composés	30 µg/m ³	0,44 g/h
Chrome et ses composés	10 µg/m ³	0,43 g/h
Zinc et ses composés	90 µg/m ³	3 g/h

Article 2

Les prescriptions de l'article 2.6.3 de l'arrêté préfectoral n°107-DDPP-22 du 11 mars 2022 portant autorisation environnementale d'exploiter une unité de fabrication de peintures poudre située à Savigneux (42600), 108 impasse de la Croix Meyssant et exploitée par la société Axalta Coatings Systems France prévoyant que « l'exploitant procède avant le 31 décembre 2022 à une analyse sur le paramètre Zinc sur tous les émissaires. Le flux maximum sera fixé sur la base des concentrations relevées en fonction des débits des différents émissaires. La valeur limite en concentration sur ce paramètre pourra être révisée selon les résultats de cette 1^{ère} campagne » sont remplacées par « L'exploitant produit une mise à jour de son rapport d'évaluation des risques sanitaires et la transmet à l'inspection dans un délai de 12 mois ».

Article 3 – Publicité

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet des services de l'État dans le département de la Loire pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication sur le site internet des services de l'État dans la Loire de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1^{er} d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Ce présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois.

Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (M. le préfet de la Loire – Direction départementale de la protection des populations – 10 Rue Claudius Buard 42014 Saint-Etienne Cedex 2) et au bénéficiaire de la décision et au bénéficiaire de la décision (Société Axalta Coating Systems France - B.P. 33 - 42600 Savigneux), à peine, selon le cas de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif au dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

Article 5 – Le sous-préfet de Montbrison, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, le directeur départemental de la protection des populations et le maire de la commune de Savigneux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité, adressé à la direction départementale de la protection des populations – service environnement et prévention des risques.

Saint-Étienne, le 7 avril 2025

Pour le Préfet
et par délégation
Le Directeur Départemental
de la Protection des Populations

Pierre CABRIDENC

Copie adressée à :

- Société Axalta Coating Systems
- Sous-Préfecture de Montbrison
- Mairie de Savigneu
- DREAL
- Archives
- Chrono

Pour le Préfet
et par délégation
Le Directeur Départemental
de la Protection des Populations
Pierre CABRIBENC